

## INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure de régulariser sa situation administrative à l'encontre de Madame Stéphanie DELARD pour une exploitation située sur la commune de Luigny (parcelle cadastrale ZN76, ZN77, ZN93 et ZN95) et portant mesures conservatoires**  
**N°ICPE : 0100041231**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7, L.512-1, L. 514-5 ;

**VU** la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

**VU** la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement, et notamment la rubrique n°2760-2.b ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de stockage de déchets non dangereux relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2760-2b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°72-2024 du 19 juillet 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, relatif à l'inspection menée le 10 juin 2024 et transmis à Madame Stéphanie DELARD par courrier du 10 juillet 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** le courrier en date du 07 août 2024 informant Madame Stéphanie DELARD des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**VU** l'absence de réponse de Madame Stéphanie DELARD suite à la transmission du projet d'arrêté de mise en demeure ;

**CONSIDÉRANT** que la visite d'inspection menée le 10 juin 2024 par l'inspection des installations classées a permis de constater qu'une activité de stockage de déchets non dangereux est exercée de façon irrégulière sur les terrains appartenant à Madame Stéphanie DELARD ;

**CONSIDÉRANT** l'apport récent de déchet du BTP en faible quantité ;

**CONSIDÉRANT** que Madame Stéphanie DELARD est responsable subsidiairement de l'exploitation de cette installation en tant que propriétaire dans la mesure où l'exploitant de l'activité de stockage de déchets n'est pas identifié ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation, dont les activités ont été constatées lors de la visite du 10 juin 2024 relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2760-2.b, est exploitée sans les autorisations administratives en application des articles L. 512-1 et L. 512-7 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure Madame Stéphanie DELARD de régulariser sa situation administrative ;

**CONSIDÉRANT** les atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement liées à la poursuite de l'activité en situation irrégulière sur les terrains de Madame DELARD, notamment le risque de pollution des sols lié à la présence de déchets non dangereux sur le site (pneumatique, déchets du BTP...) ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Madame Stéphanie DELARD, en sa qualité de propriétaire des terrains où est exploitée une installation de stockage de déchets non dangereux, lieu-dit Les Marchais sur la commune de LUIGNY, **est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :**

– en déposant un dossier complet et régulier d'autorisation pour son activité de stockage de déchets conformément aux dispositions des articles L. 512-1 et L.512-7 du code de l'environnement ;

ou

– en cessant toute activité de stockage de déchets non dangereux et en procédant à la remise en état prévue aux articles L.512-6-1 et L. 512-7-6 du Code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

– Dans un délai de 1 mois, la propriétaire fera connaître laquelle des deux options elle retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

– Dans le cas où elle opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les six mois et la propriétaire fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II des articles R.512-39-1 et R. 512-46-25 ;

– Dans le cas où elle opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : MESURES CONSERVATOIRES**

Madame Stéphanie DELARD prendra, en outre, toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'exploiter et ne préjuge pas de la suite donnée à la demande de régularisation présentée dans le cadre du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

À tout moment, et notamment en cas de non-respect des dispositions du présent arrêté les installations mentionnées à l'alinéa précédent pourront faire l'objet de la suspension

prévue à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

Madame Stéphanie DELARD est tenue, **sous un délai d'un jour** à compter de la notification du présent arrêté, d'interrompre toute nouvelle réception de déchets.

Par ailleurs, **Madame Stéphanie DELARD** est tenue :

- **Sous un délai de 1 mois**, d'évacuer les déchets du BTP ;
- **Sous un délai de 6 mois**, d'évacuer l'ensemble des autres déchets non dangereux ;
- De transmettre, au fur et à mesure de l'évacuation des déchets, les justificatifs associés à la destruction et/ou la prise en charge des déchets susvisés (bordereaux de suivi de déchets, certificats de destruction), déchets remis à une société autorisée à réceptionner et à gérer les déchets en question.
- D'informer l'inspection des installations classées de la moindre découverte de déchets dangereux (amiante, etc...)

### **ARTICLE 3 : SANCTIONS**

Faute pour Madame Stéphanie DELARD de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et L. 171-8 II du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé-recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

**Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.**

### **ARTICLE 5 : NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

### **ARTICLE 6 : EXÉCUTION**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le  
Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

23 SEP. 2024

  
Agnès BONJEAN

Le Président  
M. J. P. P.  
Le Secrétaire Général

14-00000